

TRIBUNE

Nouvelle-Calédonie : un référendum d'autodétermination à l'épreuve du Covid-19

Article réservé aux abonnés

La pandémie de Covid-19 en France dossier

La renégociation du pacte politique entre la France et la Nouvelle-Calédonie mérite mieux qu'une campagne précipitée et abîmée par la conjoncture dramatique liée à la pandémie.



Depuis le 7 septembre, un nouveau confinement a été décrété sur le territoire calédonien. Ici, devant le bureau de poste du district de Magenta, à Nouméa. (Théo Rouby/AFP)

par Isabelle Merle, Historienne, spécialiste de l'histoire coloniale de la Nouvelle-Calédonie, directrice de recherches AMU-CNRS-EHESS Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie publié le 28 septembre 2021 à 15h33

La Nouvelle-Calédonie traverse [une crise sanitaire sans précédent](#) qui a explosé au grand jour, le 6 septembre dernier. Alors que le territoire avait jusque-là échappé aux précédentes vagues épidémiques, grâce à une politique stricte de fermeture des frontières fondée sur la logique «Covid Free», il doit faire face aujourd'hui à une progression exponentielle de la courbe de diffusion du virus et ses effets dévastateurs.

Le 17e gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, [dirigé par les indépendantistes sous la présidence de Louis Mapou](#) a réagi avec rapidité et efficacité en imposant le confinement et en accélérant massivement la campagne de vaccination qui avait à peine démarré au début de la crise. Environ 30 % seulement de la population présente aujourd'hui un schéma vaccinal complet. De son côté, l'Etat a répondu à l'appel par l'envoi massif de doses de vaccins et de tests PCR, la promesse d'aides financières aux entreprises et le renfort d'une réserve médicale.

La campagne référendaire suspendue

Dans un tel contexte, on comprend que la campagne en vue du prochain [référendum d'autodétermination](#) dont la date a été fixée par le président de la République au 12 décembre prochain, soit largement suspendue. Si les forces politiques en présence ont su faire preuve de solidarité avec le gouvernement en place, les loyalistes n'ont pas manqué d'insister sur le rôle essentiel du soutien apporté par la France dans cette crise sans précédent. Le ministre de l'Outre-Mer a quant à lui promis d'organiser sa venue en octobre 2021 et détaillera sans aucun doute, à cette occasion, les efforts consentis par l'Etat en faveur de la lutte contre le Covid-19 en Nouvelle-Calédonie.

La crise du Covid-19, dont personne n'est évidemment responsable, vient opportunément nourrir le camp du «non», en mettant en lumière l'indispensable soutien financier et médical apporté par la métropole. A contrario, elle révélerait les dangers de l'indépendance qui, selon les dires du ministre, dans un article publié dans *les Nouvelles Calédoniennes*, le 1er septembre, signifie : «*Ne plus dépendre de la France.*» *«Le dire, ajoutait-il, est-ce de la propagande ? Pour moi, cela s'appelle : dire la vérité aux électeurs [...]. En tant que ministre, mon devoir était de dire le droit [...].»*

A lire aussi

Référendum en Nouvelle-Calédonie : le gouvernement passe la troisième

Politique 25 mai 2021 abonnés

Le devoir du ministre est sans aucun doute de dire le droit, quoiqu'on puisse s'interroger sur ce qu'il entend par là. N'y aurait-il d'indépendance qu'au prix de la rupture brutale des dépendances profondes et systémiques construites au fil d'une longue histoire liant la métropole à la Nouvelle-Calédonie, au risque de rejouer les pires scénarios des décolonisations que l'on a déjà connus ? L'Etat français n'a-t-il pas tout intérêt à défendre un projet d'association innovant avec la Nouvelle-Calédonie qui assurerait souveraineté et responsabilité tout en renégociant les interdépendances, ouvrant ainsi la voie à une véritable émancipation et décolonisation ?

Le devoir du ministre est aussi de s'assurer de l'organisation d'un débat démocratique dans les conditions les meilleures et les plus équitables. Or la crise que traverse la Nouvelle-Calédonie paraît peu propice, dans les conditions actuelles, à l'expression d'un débat politique approfondi et serein sur l'avenir du territoire. Rappelons que ce 3e et dernier référendum est d'une importance cruciale pour la France et pour la Nouvelle-Calédonie car il clôt une longue séquence de trente ans organisée dans le cadre de l'accord de Nouméa et porte en lui la promesse d'un nouveau pacte politique à l'issue d'une séquence historique plus longue encore, inaugurée en 1853 avec l'acte de prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France.

L'aggravation considérable des inégalités

Les indépendantistes souhaitaient fixer l'échéance à l'automne 2022 laissant ainsi le temps à la campagne référendaire de se déployer. Craignant une interférence avec la campagne présidentielle française et l'instrumentalisation possible du dossier calédonien par le Rassemblement national, le gouvernement Castex a tranché en faveur d'un calendrier resserré. Mais c'était compter sans l'irruption de la crise sanitaire dont on ne connaît pas l'issue et dont on ne manquera pas de mesurer les effets, en particulier, l'aggravation considérable des inégalités que connaît le territoire.

Reportage

A Nouméa, deux jeunes aux antipodes

Société 1er nov. 2018

Si le calendrier référendaire est maintenu, et que le «non» l'emporte dans un tel climat, on peut s'inquiéter de l'avenir du pays et des risques pour la paix civile.

Car la fin de l'accord de Nouméa ne marquera pas la fin du désir d'indépendance pour une partie de la population calédonienne, les Kanaks en tout premier lieu. Le gouvernement français, élu au printemps 2022, devra prendre en charge un pays meurtri par le Covid-19 et devra répondre à l'immense déception de ceux qui se sont battus depuis trente ans pour construire un nouveau pays calédonien.

La renégociation du pacte politique entre la France et la Nouvelle-Calédonie, dans le respect des liens historiques tissés entre ces deux pays, mérite mieux qu'une campagne précipitée et abîmée par la conjoncture dramatique liée à la pandémie. A moins de prendre le risque d'une déstabilisation du pays contreproductive pour l'ensemble des partenaires.

Reportage

Nouvelle-Calédonie : dans les tribus kanakes, le Covid-19 «pose la question de l'adaptation de nos traditions»

Santé 26 sept. 2021 abonnés

Nouvelle-Calédonie Référendums La pandémie de Covid-19 en France

Dans la même rubrique



TRIBUNE

Des médiathèques aux piscines : «Sortez-nous de ce mauvais passé»

27 sept. 2021

TRIBUNE

Supprimons la Cour de justice de la République

Tribunes 23 sept. 2021 abonnés

TRIBUNE

L'Arc de triomphe dans de beaux draps

Tribunes 23 sept. 2021 abonnés

TRIBUNE

Aider les plus faibles, quoi qu'il en coûte

Tribunes 23 sept. 2021 abonnés

Le portrait du jour



Fabrice Drouelle, il nous raconte des histoires

28 sept. 2021 abonnés



Rubriques

- Politique
- International
- CheckNews
- Culture
- Idées et Débats
- Société
- Environnement
- Economie
- Lifestyle
- Portraits
- Sports
- Sciences
- Plus
- Forums
- Archives

Services

- S'abonner
- Les Unes
- La boutique
- Contactez-nous
- Donnez-nous votre avis
- Foire aux questions

Conditions générales

- Mentions légales
- Charte éthique
- CGVU
- Protection des données personnelles
- Gestion des cookies
- Licence

Où lire Libé?

- Lire le journal
- Les newsletters
- Application sur Android
- Application sur iPhone / iPad

